

## COMMUNIQUE DE PRESSE - L'OBSERVATOIRE

---

### REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) : Consternation suite à l'assassinat du défenseur Godefroid Mutombo

*Paris-Genève, le 20 août 2013 - L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme, programme conjoint de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) et de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), exprime sa consternation suite à l'assassinat du défenseur des droits de l'Homme Godefroid Mutombo en République démocratique du Congo (RDC).*

Le 7 Août 2013, dans le village de Kawakolo, en Territoire de Pweto, province du Katanga, M. **Godefroid Mutombo**, membre de l'organisation non-gouvernementale Libertas, a été sauvagement assassiné par des membres de groupes rebelles qui sèment la terreur dans certains villages du nord de la province depuis 2011.

Libertas a dénoncé par le passé plusieurs violations des droits de l'Homme perpétrées dans le Nord Katanga, qui auraient conduit à la condamnation d'un certain nombre de milices et militaires<sup>1</sup>.

L'Observatoire dénonce fermement cet assassinat, et appelle les autorités congolaises à diligenter une enquête prompte, exhaustive, impartiale et transparente afin d'identifier tous les responsables et de les sanctionner conformément à la loi.

L'Observatoire appelle plus généralement les autorités congolaises à garantir en toutes circonstances l'intégrité physique et psychologique des autres membres de l'organisation non-gouvernementale Libertas et de tous défenseurs des droits de l'Homme congolais.

L'Observatoire appelle enfin les autorités à se conformer aux dispositions de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'Homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 9 décembre 1998.

**Pour plus d'informations, merci de contacter :**  
**FIDH : Audrey Couprie : 0033 1 43 55 25 18**  
**OMCT : Delphine Reculeau : 0041 22 809 49 39**

---

<sup>1</sup> La dénonciation de certaines violations aurait en effet poussé l'Auditorat Militaire Garnison du Haut Katanga à organiser des chambres foraines à Pweto, devant lesquelles plusieurs milices et militaires auraient été condamnés.